

L'an deux mille quatorze, le 5 mai, à vingt heures, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

**Étaient présents :**

Date de convocation :

**Le 29 avril 2014**

Date d'affichage :

**Le 29 avril 2014**

Nombre de conseillers :

En exercice : **19**

Présents : **18**

Votants : **19**

Quorum : **10**

Mme Sophie MÉTADIER, Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Gaëlle JAN, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle GRATADE, M. Joël ANTIER, Mme Dominique BOUC, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, M. Thierry HÉRAULT, Mme Nicole MARCHAIS, M. John COURMADIAS, Mme Nathalie MARQUENET, M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT.

**Absents excusés :**

Mme Aurélie PÉRINET (pouvoir à M. François VERDIER-PINARD).

Mme Dominique BOUC est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 9 avril 2014 est approuvé à l'unanimité.

**DCM2014-052. FORMATION DES ELUS.**

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que suivant le Code Général des Collectivités Territoriales, chaque élu local a le droit de bénéficier d'une formation adaptée à ses fonctions. Le Conseil Municipal doit délibérer dans les trois mois suivant son renouvellement sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Les formations doivent être assurées par des organismes agréés par le Ministère de l'Intérieur. Les crédits sont des dépenses obligatoires.

Mme le Maire propose que pour cette année, les formations soient incluses dans le montant du budget voté en avril à l'article "autres charges exceptionnelles (678)" (prévu au budget 2014 : 300 €) et que les formations soient destinées en priorité aux nouveaux élus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Approuve le principe de formation en priorité des nouveaux élus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM2014-053. COMMISSION CONSULTATIVE D'ACTION SOCIALE.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la création d'une Commission Consultative d'Action Sociale (CCAS) est demandée par le Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) de Loches Développement afin que les élus nommés puissent donner un avis sur les demandes d'aide alimentaire et sur les dossiers de secours des habitants. Le rôle de cette commission est prévu dans les statuts du CIAS afin que la commune préserve son rôle de proximité auprès des administrés. Les membres de la CCAS sont soumis au secret professionnel.

Mme le Maire propose que cette commission soit composée, outre le Maire, de quatre élus, désignés par le Conseil, et de quatre représentants de la sphère associative locale, nommés par arrêté du Maire.

Se proposent comme membre de la CCAS : Mme Gaëlle Jan, Mme Michèle Gratade, M. John Courmadias, M. Alain Dumont.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide que la CCAS sera composée, outre le maire, de quatre élus, désignés par le conseil, et de quatre représentants de la sphère associative locale, nommés par arrêté du maire.
- Elit comme membres de la CCAS : Mme Gaëlle Jan, Mme Michèle Gratade, M. John Courmadias, M. Alain Dumont.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM2014-054. REMBOURSEMENTS DE FRAIS AUX ÉLUS.**

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que suivant le Code Général des Collectivités Territoriales, les conseillers municipaux peuvent bénéficier du remboursement des frais de transports et de séjours engagés pour assister à une réunion qui a lieu hors commune lorsqu'ils représentent la commune.

Mme le Maire propose que soient remboursés les frais kilométriques, de transport en commun, de repas et d'hébergement, sur présentation d'un état de justificatifs, d'un ordre de mission préalable et selon barème en vigueur, dans les conditions suivantes :

- Pour le Maire et les Adjoints : pour les déplacements hors département d'Indre-et-Loire.
- Pour les autres conseillers municipaux : pour les déplacements en dehors de la communauté de communes Loches Développement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide que les frais kilométriques, de transport en commun, de repas et d'hébergement engagés par les conseillers municipaux par leur fonction élective ou pour leur besoin de formation peuvent être remboursés, au barème en vigueur, sur présentation d'un état de justificatifs, d'un ordre de mission.
- Pour le Maire et les Adjoints : pour les déplacements hors du département d'Indre-et-Loire.
- Pour les autres conseillers municipaux : pour les déplacements en dehors de la communauté de communes Loches Développement.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM2014-055. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BÂTIMENTS COMMUNAUX POUR L'HÉBERGEMENT D'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉ-RELEVÉ DES COMPTEURS GAZ.**

Mme le Maire expose que GRDF (Gaz Réseau Distribution France) a obtenu l'aval du Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et du Ministre de l'Économie et des Finances ainsi que de la Commission de Régulation de l'Énergie pour lancer le déploiement généralisé du compteur communicant gaz pour les particuliers dénommé GAZPAR.

Cette infrastructure permettra de développer la satisfaction des clients, et les rendre acteurs de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition, au quotidien, des consommations de gaz naturel. Elle permettra en outre une facturation systématique sur index réel des consommations, sans dérangement des clients et avec une fiabilité accrue.

D'un point de vue technique, la mise en œuvre de ce nouveau service nécessite :

- le remplacement ou l'appairage avec un module radio des compteurs présents chez les clients. La transmission radio des index journaliers durera moins d'une seconde et utilisera une basse fréquence de 169 MHz.
- l'installation sur des points hauts de concentrateur (boîtier de 40x30x20cm associé à une antenne) permettant la communication des index de consommations gaz entre les compteurs des clients et le système d'information de GRDF.
- la mise en place de nouveaux systèmes d'information pour traiter et recevoir chaque jour les index de consommation afin de les publier aux fournisseurs et aux clients en garantissant des délais courts et une haute performance de l'ensemble de la chaîne.



GRDF propose la signature d'une convention cadre formalisant une liste de points hauts sur des bâtiments communaux pouvant héberger un concentrateur. A partir de cette convention cadre, GRDF fera procéder à une étude pour retenir le site ou les sites adaptés.

GRDF prendra en charge l'intégralité des travaux d'aménagement des bâtiments concernés et indemniser la commune pour l'hébergement par une redevance annuelle de cinquante euros par site équipé.

- Deux sites au maximum seront concernés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 17 voix pour, 1 voix contre (Mme Anne LEGER), 1 abstention (M. Dominique BERTHAULT):

- autorise Mme le Maire à signer la convention cadre avec GRDF de mise à disposition de bâtiments pour héberger cette infrastructure pour le projet compteurs communicants gaz.

#### **DCM2014-056. DÉSIGNATION DU CORRESPONDANT DÉFENSE NATIONALE.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la circulaire du 26 octobre 2001 a créé pour chaque commune un correspondant Défense Nationale. Le correspondant Défense Nationale est désigné parmi les membres du Conseil Municipal et a pour mission de relayer les questions de défense auprès du Conseil Municipal et des habitants de la commune, d'orienter les personnes intéressées vers les relais professionnels pouvant les renseigner sur les carrières militaires.

Mme Sophie MÉTADIER se propose pour être correspondant Défense Nationale de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Désigne Mme Sophie MÉTADIER comme correspondant Défense Nationale,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM2014-057. DÉLÉGATION EN MATIÈRE D'URBANISME AU MAIRE.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il convient de l'autoriser à déposer et signer toute demande de permis de démolir, de permis de construire, de certificat d'urbanisme, de permis d'aménager ou de déclaration de travaux sur les biens appartenant à la commune de Beaulieu-lès-Loches.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Autorise Mme le Maire à déposer et signer toute demande de permis de démolir, de permis de construire, de certificat d'urbanisme, de permis d'aménager ou de déclaration de travaux sur les biens appartenant à la commune de Beaulieu-lès-Loches.
- Dit que le Conseil sera informé de chaque utilisation de cette délégation.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite des dossiers.

#### **DCM2014-058. NOMINATION AU CONSEIL D'ÉCOLE.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de désigner des représentants au Conseil d'Ecole. Mme le Maire propose comme titulaires : Sophie Métadier et Philippe Méreau et comme suppléants : Nathalie Marquet et Mireille Pénissard.

*Des explications sont apportées sur l'objet du Conseil des Écoles en particulier par Mme JAN.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Désigne au Conseil d'Ecole : comme titulaires : Sophie Métadier et Philippe Méreau et comme suppléants : Nathalie Marquet et Mireille Pénissard.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM2014-059. CONSTITUTION D'UNE COMMISSION "COMMERCE".**

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de créer une commission « commerce ». Elle demande quels sont les conseillers qui souhaitent participer à cette commission.

Mme Michelle CURNARIE, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Michèle GRATADE, M. Philippe MÉREAU, Mme Sophie MÉTADIER, Mme Mireille PENISSARD, Mme Aurélie PÉRINET, M. François VERDIER-PINARD se proposent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Désigne pour la "Commission Commerce": Mme Michelle CURNARIE, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Michèle GRATADE, M. Philippe MÉREAU, Mme Sophie MÉTADIER, Mme Mireille PENISSARD, Mme Aurélie PÉRINET, M. François VERDIER-PINARD.

**DCM2014-060. REMBOURSEMENT DIVERS.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un agent des services technique s'est blessé lors de son service le 17 avril dernier.

Mme Le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter tous les remboursements d'indemnités journalières d'accident de travail de cet agent, après vérification.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte tous les remboursements d'indemnités journalières d'accident de travail de cet agent, après vérification.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**QUESTIONS DIVERSES :**

- Mme PENISSARD s'interroge sur les raisons de non-présence d'enfants des écoles aux cérémonies du 8 mai. Elle regrette que les enseignants ne participent pas plus. R : La Mairie se rapprochera de l'enseignant du CM2 (classe qui est maintenant à Beaulieu).
- Mme PENISSARD se demande qui entretient l'espace vert à l'angle rue de Guigné et rue Saint André ? R : La commune.
- M. VERDIER-PINARD demande un espace d'expression dans l'Écho bellilocien. R : Accord.
- M. VERDIER-PINARD demande où en est le projet de restauration de l'ancienne épicerie. R : Le nouveau propriétaire est en cours d'élaboration d'un projet avec l'architecte des Bâtiments de France.
- M. VERDIER-PINARD demande où en est la vente de l'immeuble rue de Guigné, à côté du coiffeur. R : La vente aux enchères a eu lieu. La finalisation de la vente doit être en cours.

**INFORMATIONS DIVERSES :**

- DIA :
  - 16, rue Brûlée, pas de préemption.
  - 84, rue Guigné, pas de préemption.
  - 36, rue Basse, pas de préemption.
  - 30, rue Guigné, pas de préemption.



- 85, rue Guigné, pas de préemption.
- 19, rue Bourgeoise, pas de préemption.
- Désignation d'un Comité de Pilotage pour la réhabilitation du Moulin-forge en écomusée : M. Dominique BERTHAULT, Mme Michelle COURNARIE, M. Thierry HÉRAULT, Mme Sophie MÉTADIER, Mme Mireille PENISSARD.
- Élections Européennes : désignation des assesseurs du bureau de vote.
- Les délibérations de la CCLD sont consultables en mairie aux jours et heures d'ouverture.
- Visite Centre Opérationnel de Gendarmerie de Tours le 10 juin, participantes : Dominique BOUC, Anne LEGER, Nathalie MARQUENET et Sophie MÉTADIER.
- Elections SEA (Service Eau potable et Assainissement) de Loches Développements:
  - Président : M. Gilbert SABARD.
  - Vice-présidents : M. Gérard MARQUENET, Mme Chantal JAMIN, M. Guy MOREAU.
- Syndicat Intercommunal Cavités 37 : Adhésion du Grand Pressigny.
- Schéma Régional de Cohérence Écologique : Consultation des communes jusqu'à juillet 2014.
- Association TFVI (Transport Fer Val de l'Indre) : désignation des délégués : Sophie MÉTADIER et François VERDIER-PINARD.

**Fin du Conseil à 21h40**

**Prochain Conseil Municipal le 2 juin 2014 à 19h30.**

La Secrétaire,

**Mme Dominique BOUC.**

